

PREMIERE ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2019

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2019
sous le numéro D.19-0133.



La présente actualisation du Document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mai 2019 sous le numéro D.19-0133-A01, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2019

1 - Chapitre 2 : Rapport d'activité du Groupe	3
1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt du Document de référence 2019	3
1.2. Politique financière	25
2 - Chapitre 3 : Gouvernement d'entreprise	27
2.1 Conseil d'administration	27
2.2 Direction générale	27
2.3 Rémunération des dirigeants du Groupe	27
3 - Chapitre 4 : Facteurs de risques et adéquation des fonds propres	28
3.1 Ratios réglementaires	28
3.1.1 Gestion du capital et adéquation des fonds propres – actualisation des pages 182 à 183 du Document de référence 2019	28
3.1.2 Extrait de la présentation du 3 mai 2019 : Résultats du premier trimestre 2019 (et annexes) – actualisation de la page 186 du Document de référence 2019	28
3.2 Ratios prudentiels CRR/CRD4	29
3.3 Couverture des encours douteux - actualisation de la page 211 du Document de référence 2019	30
3.4 Evolution de la VaR de trading - actualisation de la page 215 du Document de référence 2019	31
3.5 Risques de liquidité - réserve de liquidité – actualisation de la page 234 du Document de référence 2019	32
3.6 Risques opérationnels – Correction du tableau page 227 du Document de référence 2019	32
3.7 Information sur les risques et les litiges – actualisation de la page 242 du Document de référence 2019.	33
3.8 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	34
4 - Chapitre 5 : Responsabilité sociale d'entreprise	35
4.1 Correction de la page 284 du Document de Référence 2019	35
4.2 Plans d'attribution d'actions aux salariés - actualisation de la page 264 du document de référence 2019	35
5 - Chapitre 8 : Responsable de l'actualisation du Document de référence	36
5.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence	36
5.2 Attestation du responsable	36
5.3 Responsables du contrôle des comptes	37
6 - Chapitre 9 : Table de concordance	38
6.1 Table de concordance de l'actualisation	38

1 - Chapitre 2 : Rapport d'activité du Groupe

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt du Document de référence 2019

Résultats du 1^{er} trimestre 2019 (communiqué de presse du 3 mai 2019) – actualisation des pages 28 à 45 du Document de Référence 2019

T1-19 : BONNE EXECUTION DU PLAN STRATEGIQUE. CET1 EN FORTE HAUSSE A 11,7%⁽²⁾ (+55 pb)

FAITS MARQUANTS ET PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES DU PREMIER TRIMESTRE 2019

- **CET1 en hausse de +55 points de base à 11,7%⁽²⁾**
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent à 1 010 M EUR. ROTE⁽¹⁾ du Groupe à 8,4%**
- **Revenus à 6 191 M EUR au T1-19 (-1,6% /T1-18) avec une solide performance des métiers (+0,3%), tirée en particulier par les activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux (+6,8%*/ T1-18) et les métiers de Financement et Conseil (+18,5% /T1-18).**
- **Frais de gestion maîtrisés à 4 789 M EUR (+1,3% /T1-18)**
- **Coût du risque toujours bas à 21 points de base** avec un taux de créances douteuses en baisse à 3,5%
- **Adaptation du dispositif dans la Banque de Grande Clientèle et de Solutions Investisseurs** autour du recentrage des Activités de Marché et de l'exécution du plan additionnel de réduction des coûts
- **Poursuite du recentrage du Groupe : finalisation de plusieurs cessions⁽³⁾** pour un impact cumulé de +20 points de base sur le CET1 au T1-19 et **annonce de la cession de SKB en Slovénie à OTP Bank** représentant l'équivalent d'environ +7 points de base d'impact sur le CET1 au closing

Frédéric Oudéa, Directeur Général du Groupe, a commenté :

« Dès ce premier trimestre 2019, Société Générale bénéficie des premiers effets de la mise en œuvre des mesures annoncées à l'occasion des résultats annuels 2018. Nous poursuivons la transformation de la Banque de détail en France, confirmons la dynamique très soutenue de nos activités de Banque de détail et Services financiers Internationaux et démontrons la capacité de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs à s'adapter rapidement avec une réduction déjà tangible des encours pondérés, qui, associée à la finalisation de cinq cessions, permet une forte progression de notre niveau de capital. L'exécution cadencée de notre programme de recentrage se poursuit avec l'annonce ce matin de la cession de notre filiale SKB Banka en Slovénie. Fruit de nos actions déterminées, nous enregistrons une forte progression du ratio CET1 ce trimestre, confortant notre capacité à atteindre l'objectif de 12% de ratio CET1 le plus rapidement possible.

Nos résultats solides s'appuient également sur la bonne gestion de nos risques et l'évolution maîtrisée de nos coûts qui va se prolonger avec les nouvelles mesures d'économies que nous venons d'enclencher. Par ailleurs, notre position de premier plan reconnue en 2018 dans le financement des énergies renouvelables confirme notre engagement à accompagner les transformations positives de nos clients et de nos économies avec toute la responsabilité nécessaire.

Au global, toutes ces avancées illustrent la robustesse de notre modèle et notre capacité à réaliser notre plan stratégique et financier en dépit d'un environnement européen peu favorable. »

Le renvoi * dans ce document correspond à des données à périmètre et taux de change constants.

- (1) Données sous-jacentes. Cf note méthodologie 5 pour le passage des données comptables aux données sous-jacentes.
- (2) Avec une hypothèse de taux de souscription de 50% de l'option de paiement du dividende en actions sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019 et d'un taux de distribution des résultats du T1-19 de 50%.
- (3) Incluant les participations dans la Banque Postale Financement, Self Trade Bank, Société Générale Expressbank (Bulgarie), Société Générale Albania (Albanie) et les activités de banque privée en Belgique

1. RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M EUR	T1-19	T1-18	Variation	
Produit net bancaire	6 191	6 294	-1,6%	-1,9%*
<i>Produit net bancaire sous-jacent(1)</i>	6 191	6 294	-1,6%	-1,9%
Frais de gestion	(4 789)	(4 729)	+1,3%	+1,3%*
<i>Frais de gestion sous-jacent(1)</i>	(4 345)	(4 223)	+2,9%	+2,9%
Résultat brut d'exploitation	1 402	1 565	-10,4%	-11,4%*
<i>Résultat brut d'exploitation sous-jacent(1)</i>	1 846	2 071	-10,8%	-11,6%
Coût net du risque	(264)	(208)	+26,9%	+29,5%*
<i>Coût net du risque sous-jacent (1)</i>	(264)	(208)	+26,9%	+29,5%
Résultat d'exploitation	1 138	1 357	-16,1%	-17,4%*
<i>Résultat d'exploitation sous-jacent(1)</i>	1 582	1 863	-15,0%	-16,0%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(51)	1	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(310)	(370)	-16,2%	-16,2%*
Résultat net part du Groupe	631	850	-25,8%	-27,5%*
<i>Résultat net part du Groupe sous-jacent(1)</i>	1 010	1 204	-16,1%	-17,4%
ROE	4,2%	6,3%		
ROTE	5,5%	7,4%		
ROTE sous-jacent (1)	8,4%	10,9%		

(1) Ajusté des éléments exceptionnels et de la linéarisation d'IFRIC 21

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 2 mai 2019, sous la présidence de Lorenzo Bini Smaghi, a examiné les résultats du premier trimestre 2019 du Groupe Société Générale.

Les différents retraitements permettant le passage des données sous-jacentes aux données publiées sont présentés dans les notes méthodologiques (§10.5).

Produit net bancaire : 6 191 M EUR (-1,6% /T1-18)

- Le produit net bancaire de la Banque de détail en France est en retrait de -3,2%/T1-18 hors provision PEL/CEL dans un environnement de taux toujours bas.
- Le produit net bancaire de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux progresse de 4,4% (6,8%*) portée par un fort dynamisme commercial sur l'ensemble des métiers et des géographies. Les revenus de la Banque de détail à l'International progressent ainsi de 4,4% (8,3%*), ceux de l'Assurance de 2,2% (2,4%*) et ceux des Services Financiers aux Entreprises de 5,3% (+4,6*).
- Le produit net bancaire de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs progresse de +1,1% (-1,8%*). Les revenus des Activités de Financements et Conseil s'inscrivent en hausse de 18,5% (+16%*) confirmant la bonne dynamique commerciale observée depuis plusieurs trimestres. A contrario, les revenus des Activités de Marché et Services aux Investisseurs sont en baisse de -7,2%(-10,7%*) dans un contexte de marché encore difficile au premier trimestre.

Frais de gestion : -4 789 M EUR (+1,3% /T1-18)

Les frais de gestion sous-jacents s'élèvent à -4 345 millions d'euros après linéarisation de l'effet d'IFRIC 21, soit une progression de +2,9% (+2,9%*) par rapport au premier trimestre 2018 (-4 223 millions d'euros).

Les frais généraux sont en très légère hausse dans la Banque de détail en France à +0,4% dans un contexte de poursuite de la transformation digitale et du développement des relais de croissance. L'accompagnement de la croissance des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux se traduit par un effet ciseaux positif entre la croissance des revenus et celle des coûts (+5,1%*, +2,1%). Les coûts de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont, quant à eux, en baisse de -1,6%* (+0,1%), dans un contexte de gestion stricte.

Résultat brut d'exploitation : 1 402 M EUR (-10,4% /T1-18)

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit à 1 846 millions d'euros (-10,8% par rapport au premier trimestre 2018).

Coût du risque⁽¹⁾ : -264 M EUR

La charge du risque atteint -264 millions d'euros en hausse de 26,9% par rapport au T1-18 (-208 millions d'euros).

Le coût du risque commercial du Groupe s'établit à 21 points de base en légère hausse par rapport au T1-18 (18 points de base)

- Dans la Banque de détail en France, le coût du risque commercial s'inscrit en baisse à 20 points de base (29 points de base au T1-18) grâce à une politique sélective en matière d'origination.
- Le coût du risque de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux s'établit à 39 points de base (28 point de base au T1-18). Ce niveau toujours bas reflète une normalisation progressive du coût du risque ainsi qu'un effet de base négatif au T1-18 suite à la perception d'indemnités d'assurance en Roumanie.
- Le coût du risque de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs s'établit à 10 points de base, en hausse par rapport à un niveau particulièrement bas de -7 points de base au T1-18.

Le Groupe anticipe un coût du risque compris entre 25 et 30 points de base en 2019.

Le taux brut d'encours douteux atteint 3,5% à fin mars 2019 (contre 4,2% à fin mars 2018). Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe s'établit à 55%¹ à fin mars 2019 (il était de 54% au 31 décembre 2018).

Résultat d'exploitation : 1 138 M EUR (-16,1% /T1-18)

Le résultat d'exploitation sous-jacent ressort à 1 582 millions d'euros en baisse de -15,0% par rapport au premier trimestre 2018.

Gains ou pertes nets sur autres actifs : -51 M EUR

Le poste « gains et pertes nets sur autres actifs » s'élève à -51 millions d'euros au T1-19 dont -53 millions d'euros correspondent à l'effet de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recentrage du Groupe. A ce titre, le Groupe a enregistré une moins-value de -67 millions d'euros au titre de la cession annoncée de SKB en Slovénie, correspondant à l'amortissement de l'écart d'acquisition. Par ailleurs, le Groupe a constaté un impact global de +14 millions d'euros suite à la finalisation de la cession de ses activités de banque privée en Belgique, de Société Générale Albanie, d'Express Bank en Bulgarie et de la Banque Postale Financement.

Résultat net

En M EUR	T1-19	T1-18
Résultat net part du Groupe comptable	631	850
Résultat net part du Groupe sous-jacent ²	1 010	1 204

En %	T1-19	T1-18
ROTE (données brutes)	5,5%	7,4%
ROTE sous-jacent ²	8,4%	10,9%

Le bénéfice net par action s'élève à 0,65 euros (0,93 euros au T1-18).

¹ ratio entre le montant des provisions sur les encours douteux et le montant de ces mêmes encours

² ajusté des éléments exceptionnels et de l'effet de la linéarisation d'IFRIC 21.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 31 mars 2019, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 61,8 milliards d'euros (61,0 milliards d'euros au 31 décembre 2018), l'actif net par action est de 65,39 euros et l'actif net tangible par action est de 57,05 euros, en hausse de 2,3% par rapport au 31 décembre 2018.

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 364 milliards d'euros au 31 mars 2019 (1 309 milliards d'euros au 31 décembre 2018). Le montant net des encours de crédits à la clientèle, y compris location financement, au 31 mars 2019 est de 426 milliards d'euros (421 milliards d'euros au 31 décembre 2018) – hors valeurs et titres donnés en pension. Parallèlement les dépôts de la clientèle atteignent 404 milliards d'euros, contre 399 milliards d'euros au 31 décembre 2018 (hors valeurs et titres donnés en pension).

A fin mars 2019, la maison mère a émis 13,3 milliards d'euros de dette à moyen et long terme, avec une maturité moyenne de 4,6 ans et un spread moyen de 67 points de base (par rapport au mid-swap 6 mois, hors dette subordonnée). Les filiales ont émis 0,5 milliard d'euros. Au total, au 31 mars 2019, le Groupe a émis 13,8 milliards d'euros de dette à moyen et long terme. Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) s'inscrit bien au-dessus des exigences réglementaires à 139% à fin mars 2019, contre 129% à fin décembre 2018. Parallèlement, le NSFR (Net Stable Funding Ratio) s'inscrit à un niveau supérieur à 100% à fin mars 2019. A fin avril 2019, le Groupe a réalisé près de 60% de son programme de financement long-terme vanille prévu pour l'année 2019.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe (RWA) s'élèvent à 366,1 milliards d'euros au 31 mars 2019 (contre 376,0 milliards d'euros à fin décembre 2018) selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 81,7% du total, à 299,2 milliards d'euros, en baisse de 1,2% par rapport au 31 décembre 2018.

Au 31 mars 2019, le ratio **Common Equity Tier 1** non phasé du Groupe s'établit à 11,5%⁽¹⁾, (11,7%⁽²⁾). Le ratio Tier 1 s'élève à 14,3%⁽²⁾ à fin mars 2019 (13,7% à fin décembre 2018) et le ratio global de solvabilité s'établit à 17,5%⁽²⁾

Avec un niveau de 25,2%⁽²⁾ des RWA et 7,4%⁽²⁾ de l'exposition levier à fin mars 2019, le Groupe présente un TLAC d'ores et déjà supérieur aux exigences du FSB pour 2019. Au 31 mars 2019, le Groupe est aussi au-dessus de ses exigences MREL qui sont de 8% du TLOF⁽³⁾ (ce qui représentait à décembre 2016 un niveau de 24,36% des RWA), lesquels ont servi de référence au calibrage du CRU.

Le **ratio de levier** atteint 4,2% au 31 mars 2019 (4,2%^(2,4) contre 4,3% à fin décembre 2018).

Le Groupe est noté par cinq agences de notation : (i) DBRS - notation long terme (dette senior préférée) « A (high) », perspectives positives, notation court-terme « R-1 (middle) » ; (ii) FitchRatings - notation long terme « A », perspectives stables, notation dette senior préférée « A+ », notation court-terme « F1 » ; (iii) Moody's - notation long terme (dette senior préférée) « A1 », perspectives stables, notation court-terme « P-1 » ; (iv) R&I - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives stables ; et (v) S&P Global Ratings - notation long terme (dette senior préférée) « A », perspectives positives, notation court-terme « A-1 ».

(1) Le ratio phasé, hors prise en compte de l'option de paiement du dividende en action et incluant les résultats du premier trimestre à fin mars 2019 s'élève à 11,5% contre 11,0% à fin décembre 2018.

(2) En tenant compte de l'option de paiement du dividende en action sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019, avec une hypothèse de taux de souscription de 50%, ayant notamment un impact de +24bp sur le ratio CET1

(3) TLOF : Total Liabilities and Own Funds

(4) 4,3% après prise en compte de la décision du Tribunal de l'Union européenne du 13 juillet 2018 sur l'exclusion de certaines expositions liées à des livrets d'épargne centralisés à la Caisse des Dépôts qui nécessite l'accord de la BCE

3. BANQUE DE DETAIL EN FRANCE

En M EUR	T1-19	T1-18	Variation
Produit net bancaire	1 916	2 008	-4,6%
<i>Produit net bancaire hors PEL/CEL</i>	1 928	1 992	-3,2%
Frais de gestion	(1 486)	(1 480)	+0,4%
Résultat brut d'exploitation	430	528	-18,6%
<i>Resultat brut d'exploitation hors PEL/CEL</i>	442	512	-13,7%
Coût net du risque	(94)	(134)	-29,9%
Résultat d'exploitation	336	394	-14,7%
Résultat net part du Groupe	234	270	-13,3%
RONE	8,3%	9,5%	
RONE s/jacent (1)	10,4%	10,8%	

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21, de la provision PEL/CEL

Dans le prolongement de l'année 2018, le premier trimestre 2019 est marqué par la persistance d'un environnement de taux bas et la poursuite de la transformation des réseaux en France. Dans ce contexte, la dynamique commerciale de la Banque de détail en France est bien orientée et la performance financière demeure résiliente. Le RONE sous-jacent s'élève à 10,4% sur le trimestre.

Activité et produit net bancaire

Les trois enseignes de la Banque de détail en France, Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama, poursuivent leur développement commercial, en particulier sur leurs relais de croissance.

Au T1-19, Boursorama gagne 123,000 nouveaux clients et consolide sa position de leader de la banque en ligne en France, avec 1,8 million de clients à fin mars, soit une progression de +30% sur un an.

En parallèle, les réseaux Société Générale et Crédit du Nord renforcent leur fonds de commerce sur les clientèles cibles du Groupe.

Le développement de la clientèle patrimoniale et de banque privée se prolonge au T1-19 (+3% par rapport au T1-18) et la collecte nette de la banque privée demeure soutenue à 1,2 milliard d'euros, portant les actifs sous gestion à 64,9 milliards d'euros (y compris Crédit du Nord) à fin mars 2019, soit une hausse de 4,9% par rapport au T1-18.

La bancassurance est dynamique : l'assurance-vie a bénéficié d'une collecte nette en assurance-vie de 515 millions d'euros et d'une progression des encours de 0,7% à 93,7 milliards d'euros, avec un taux d'unités de compte s'élevant à 24%.

Afin de renforcer sa proximité avec la clientèle Entreprises, Société Générale poursuit le déploiement des centres d'affaires régionaux, avec 4 nouvelles unités au T1-19, portant le nombre de centres à 9 à fin mars. Au T1-19, 42 opérations de financements structurés ont été réalisées.

Sur la clientèle Professionnels, Société Générale a ouvert un nouvel Espace Pro au T1-19 (soit 9 au total à fin mars) et compte 118 espaces dédiés aux professionnels en agence à fin mars 2019.

Dans un contexte de taux bas, le Groupe poursuit son origination sélective.

La production de crédits immobiliers s'établit à 4,6 milliards d'euros au T1-19 et la production de crédit consommation ressort à 984 millions d'euros au T1-19.

Les encours de crédit aux particuliers s'établissent à 112,5 milliards d'euros au T1-19 et progressent de +3,0% par rapport au T1-18.

La production de crédits d'investissement aux entreprises ressort à 3,2 milliards d'euros au T1-19 et les encours moyens de crédits d'investissement progressent de +6,3% par rapport au T1-18.

Au global, la dynamique commerciale est soutenue : les encours moyens de crédits progressent de +4,3% par rapport au T1-18 (à 192 milliards d'euros) et les encours moyens de dépôts au bilan de +3,8% à (202,8 milliards d'euros), toujours portés par les dépôts à vue (+8,6%). Le ratio crédits sur dépôts moyens ressort ainsi à 94,6% au T1-19.

Au T1-19, la Banque de détail en France enregistre des revenus après neutralisation de l'impact des provisions PEL/CEL de 1 928 millions d'euros stable par rapport au T4-18, mais en baisse de 3,2% par rapport au T1-18 (qui était le trimestre le plus élevé de 2018).

Sur l'année 2019, le Groupe anticipe une amélioration progressive de la tendance et table sur une baisse du produit net bancaire comprise entre 0% et -1% sur l'année 2019.

La marge nette d'intérêt, bien que toujours pénalisée par l'environnement de taux bas, s'améliore par rapport au T4-18 de +1,8% à 983 millions d'euros (-3,3% par rapport au T1-18). Sur le trimestre, les commissions sont en baisse de 2,5%, sous l'effet du fort recul des commissions financières dans un contexte de marché boursier difficile, alors que les commissions de service résistent en dépit de l'engagement de l'industrie bancaire de ne pas accroître le prix de ses services.

Frais de gestion

La Banque de détail en France enregistre des frais de gestion de 1 486 millions d'euros au T1-19, en légère hausse de 0,4% par rapport au T1-18. La transformation digitale et le développement des relais de croissance se poursuivent : à date, 75% des opérations courantes et des offres standards sont réalisables ou accessibles en ligne. Par ailleurs, le Groupe a fermé 30 agences Société Générale au T1-19, atteignant au cumul depuis fin 2015, plus de 60% de sa cible 2020 (-500 agences).

Au T1-19, le coefficient d'exploitation s'établit à 73,2% (après linéarisation de la charge d'IFRIC 21).

Résultat d'exploitation

Au T1-19, le coût du risque s'inscrit en retrait de 29,9% par rapport au T1-18, correspondant à 20bps (vs. 30 bps au T4-18) et reflétant une origination sélective. Le résultat d'exploitation ressort à 336 millions d'euros au T1-19 (394 millions au T1-18).

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe de la Banque de détail en France s'établit à 234 millions d'euros au T1-19 (270 millions d'euros au T1-18) et la rentabilité (après linéarisation de la charge d'IFRIC 21 et retraitée de la provision PEL/CEL) ressort à un niveau résilient de 10,4% (versus 10,8% au T1-18).

4. BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

En M EUR	T1-19	T1-18	Variation	
Produit net bancaire	2 076	1 989	+4,4%	+6,8%*
Frais de gestion	(1 204)	(1 179)	+2,1%	+5,1%*
Résultat brut d'exploitation	872	810	+7,7%	+9,3%*
Coût net du risque	(128)	(91)	+40,7%	+46,6%*
Résultat d'exploitation	744	719	+3,5%	+4,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	4	-75,0%	-74,7%
Résultat net part du Groupe	464	429	+8,2%	+9,7%*
RONE	16,0%	15,1%		
RONE s/jacent (1)	17,6%	17,0%		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

Au premier trimestre 2019, le produit net bancaire s'élève à 2 076 millions d'euros, en hausse de +4,4% par rapport au T1-18, porté par une très bonne dynamique commerciale dans l'ensemble des régions et des métiers. Accompagnant la croissance des revenus, les frais de gestion s'établissent à -1 204 millions d'euros (+2,1%), confirmant la bonne efficacité opérationnelle du pôle avec un effet ciseau positif sur le trimestre. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 872 millions d'euros au T1-19 (+7,7% par rapport au T1-18).

La charge nette du risque reste à un niveau modéré de 128 millions d'euros en hausse de +40,7% compte tenu d'un effet de base lié notamment à la perception d'indemnités d'assurance en Roumanie au T1-18. Au global, le résultat net part du Groupe est de 464 millions d'euros, en hausse de +8,2% par rapport au T1-18.

Le coefficient d'exploitation ressort à 58% (59,3% au T1-18) et le RONE sous-jacent à 17,6% (17% au T1-18).

Par ailleurs, afin de renforcer l'agilité et l'efficacité opérationnelle de la Banque de détail à l'International, le Groupe souhaite simplifier l'organisation du siège en rationalisant et en intégrant les services mutualisés dédiés à chaque région. En conséquence, les effectifs des fonctions centrales dédiées à la banque de détail à l'international seraient réduits de près de 40%.

Banque de détail à l'International

Les encours de crédits de la Banque de détail à l'International progressent de 3,3% et les encours de dépôts de 3,0% y compris l'impact des cessions finalisées au T1-19. A périmètre et change constant, les encours de crédits sont en hausse de +7,5%* pour s'établir à 92 milliards d'euros à fin mars 2019, avec une bonne dynamique dans toutes les régions notamment en Russie dans un marché bancaire très porteur. La collecte des dépôts est également dynamique notamment en Russie et en Afrique avec une croissance de +8,0%* sur un an ; les encours de dépôts s'établissent à 83 milliards d'euros à fin mars 2019.

Les revenus de la Banque de détail à l'International sont en hausse de +4,4% (+8,3%*) par rapport au premier trimestre 2018 à 1 387 millions d'euros, tandis que les frais de gestion restent maîtrisés à 858 millions d'euros, en hausse de +1,3% (+5,7%*) par rapport au T1-18. Le résultat brut d'exploitation ressort à 529 millions d'euros, en hausse de +10% (+12,9%*) par rapport au T1-18. Le résultat net part du Groupe de la Banque de détail à l'International atteint 246 millions d'euros (+7,4% par rapport au T1-18).

En Europe de l'ouest, le Groupe enregistre une performance commerciale solide. Les encours de crédits sont en hausse de +11,6% par rapport à fin mars 2018, à 20,7 milliards d'euros ; le financement automobile reste particulièrement dynamique dans toutes les géographies. Les revenus s'établissent à 216 millions d'euros, en hausse de +10,2% par rapport au T1-18, tandis que les frais de gestion sont bien maîtrisés à -104 millions d'euros (+4%). Avec un coût du risque stable, le résultat d'exploitation est en hausse de +26,2%. Le résultat net part du Groupe ressort à 59 millions d'euros, en hausse de +28,3% par rapport au T1-18.

En République tchèque, les encours de crédits progressent de +0,9% (+2,4%*) et les encours de dépôts de +2,7% (+4,2%*) par rapport à fin mars 2018. L'effet volume conjugué à une hausse des taux entraîne une hausse des revenus de +5,2% (+6,4%*) par rapport au T1-18 et s'établissent à 283 millions d'euros au T1-19. Parallèlement, les frais de gestion sont en légère hausse de +1,8% (+2,9%*) à -169 millions d'euros. La charge nette du risque est en reprise nette de 7 millions d'euros comparée à une reprise nette de 3 millions d'euros au T1-18. La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 61 millions d'euros, en hausse de +15,1% par rapport au T1-18.

En Roumanie, les encours de crédits s'élèvent à 6,4 milliards d'euros à fin mars 2019 et sont en baisse de -1,6% mais progressent de +4,9% à périmètre et change constant par rapport à fin mars 2018. Les dépôts s'établissent, sur la même période, à 9,3 milliards d'euros, en légère baisse de -2,1% (stable à change constant). Toujours porté par un contexte de remontée des taux et une bonne performance commerciale, le produit net bancaire progresse de +7,2% (+9,1%*) par rapport au T1-18. Les frais de gestion progressent de +11,1% (+13%*) compte tenu de la hausse des coûts réglementaires et des frais de personnel. Le coût net du risque est en reprise nette de 5 millions d'euros comparée à une reprise nette de 33 millions d'euros au T1-18 qui incluait des indemnités d'assurances. Le groupe BRD affiche un résultat net part du Groupe de 24 millions d'euros, en baisse de -38,5% par rapport au T1-18.

Dans les autres pays d'Europe, les encours de crédits et de dépôts sont en baisse à périmètre courant de respectivement -20,2% et -27,7% compte tenu des cessions finalisées au T1-19. A périmètre et change constant, la dynamique commerciale est cependant bonne avec une croissance des encours de crédits de +7,0%* et des dépôts +7,7%* par rapport à fin mars 2018. Les revenus évoluent de -17,9% (+6,5%*) par rapport au T1-18, tandis que les frais de gestion sont en baisse de -27,8% (-4,1%*) par rapport au T1-18. La maîtrise du coût du risque se traduit par une baisse significative de -66,7% (-68,4%*) par rapport au T1-18. Le résultat net part du Groupe ressort à 37 millions d'euros soit +23,3% (+56,5%*).

En Russie, l'activité commerciale est dynamique dans un marché bancaire porteur. A fin mars 2019, les encours de crédits progressent ainsi de +18,2%* à change constant (+14,3% à change courant) et les encours de dépôts affichent une hausse de +32,7%* (+29,9%) bénéficiant du surplus de liquidité sur le marché. Au premier trimestre, le produit net bancaire de l'ensemble SG Russie ⁽¹⁾ ressort à 199 millions d'euros, en hausse de +12,5%* (+5% à change courant) par rapport au T1-18. Les frais de gestion sont en légère hausse de +3,2%* (-3,1% à change courant) et le coût net du risque s'établit à 29 millions d'euros en hausse de 13 millions d'euros par rapport à un niveau faible au T1-18. Au total, SG Russie affiche une contribution positive au résultat net part du Groupe de 20 millions d'euros au T1-19, en hausse de +11,4% par rapport à T1-18.

En Afrique et dans les autres zones d'implantations du Groupe, l'activité est globalement bien orientée aussi bien en Afrique subsaharienne que dans le bassin méditerranéen. Les encours de crédits progressent de +7,8% (soit +6,2%*) par rapport au T1-18 à 21,4 milliards d'euros. Les encours de dépôts sont en forte progression de +10,2% (+8,5%*) notamment en Afrique subsaharienne à 21,6 milliards d'euros. Le produit net bancaire s'établit à 427 millions d'euros, en hausse de +8,9% (+6,7%*). Les frais de gestion progressent de +11,5% (+9,3%*), accompagnant le développement commercial et les évolutions organisationnelles. La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 53 millions d'euros au T1-19, en hausse de +8,2% par rapport au T1-18.

Assurances

Au premier trimestre 2019, l'activité d'assurance vie-épargne affiche une augmentation des encours de +3,9%*. La part d'unités de compte dans les encours à fin mars 2019 est de 27%, en hausse de +0,7pt par rapport au T1-18.

Les activités Prévoyance (hausse des primes de +8%* par rapport à T1-18) maintiennent un bon dynamisme. De même, l'Assurance Dommages continue sa bonne progression (primes +11,2%* par rapport à T1-18). L'activité à l'international reste en forte croissance.

Au global, l'activité Assurances affiche une bonne performance financière sur le trimestre avec une hausse du produit net bancaire de +2,2% (+2,4%*), à 231 millions d'euros au T1-19. Les frais de gestion accompagnent les ambitions de développement commercial de l'Assurance au sein du Groupe et affichent une croissance de 5,1% par rapport au T1-18 à 104 millions d'euros tout en conservant un coefficient d'exploitation bas (45%). La contribution au résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de +3,6% à 87 millions d'euros.

Services Financiers aux Entreprises

Sur le trimestre, les Services Financiers aux Entreprises ont maintenu un bon dynamisme commercial.

Le métier de location longue durée et gestion de flottes de véhicules affiche une hausse de sa flotte de véhicules +9% par rapport au T1-18, pour atteindre 1,68 millions de véhicules à fin mars 2019, principalement par croissance organique, démontrant l'efficacité de la stratégie de diversification des canaux de distributions d'ALD.

Les activités de Financement de biens d'équipement professionnel enregistrent au premier trimestre une augmentation des encours de +4% (+5%*) par rapport au T1-18, pour atteindre 17,9 milliards d'euros (hors affacturage).

Le produit net bancaire des Services Financiers aux Entreprises progresse sur le trimestre de +5,3% à 458 millions d'euros (+4,6%*) ; les revenus des activités de Financement de biens d'équipement professionnel profitant d'une amélioration des marges sur la production. Les frais de gestion sont en hausse de +3,9% (+3,0%*) par rapport au T1-18 et s'établissent à -242 millions d'euros. Le coût du risque est de 17 millions d'euros, à un niveau raisonnable. La contribution au résultat net part du Groupe s'établit à 131 millions d'euros, en hausse de +12,9% par rapport au premier trimestre 2018.

¹⁾ SG Russia regroupe les entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD Automotive et leurs filiales consolidées

5. BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

En M EUR	T1-19	T1-18	Variation	
Produit net bancaire	2 239	2 215	+1,1%	-1,8%*
Frais de gestion	(2 026)	(2 024)	+0,1%	-1,6%*
Résultat brut d'exploitation	213	191	+11,5%	-3,8%*
Coût net du risque	(42)	27	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	171	218	-21,6%	-31,3%*
Résultat net part du Groupe	140	166	-15,7%	-26,1%*
RONE	3,4%	4,5%		
RONE s/jacent (1)	8,0%	10,2%		

(1) Ajusté de la linéarisation d'IFRIC 21

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un produit net bancaire à 2 239 millions d'euros, en progression de +1,1% par rapport au T1-18 (-1,8%*), porté par une bonne performance des activités de Financement et Conseil qui compense la faible production commerciale sur les Activités de Marché.

Adaptation de la stratégie

Comme annoncé en février 2019 à l'occasion de la publication des résultats annuels, et à l'issue de la revue du portefeuille d'activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs, le Groupe envisage certains ajustements stratégiques afin d'améliorer la rentabilité structurelle de ses activités tout en répondant toujours mieux aux attentes de ses clients.

Société Générale va concentrer son modèle de Banque de Grande Clientèle sur les zones de force où il dispose d'avantages compétitifs durables et différenciants. La position de premier plan occupée par la Banque en Europe, la profondeur de son portefeuille de clients Corporate, ainsi que ses franchises globales dans les dérivés actions et financements structurés lui permettent de se positionner sur les solutions à haute valeur ajoutée, qui tirent parti de son savoir-faire en ingénierie financière au cœur de son ADN.

Le Groupe va donc renforcer l'allocation de ses ressources sur le mix clients-offres-géographies le plus pertinent pour les clients et pour la Banque :

- Dans les activités de Marché, la Banque souhaite privilégier les solutions d'investissement et de financement, en s'appuyant sur son leadership en dérivés actions et produits structurés. Il est envisagé d'arrêter l'activité de matières premières de gré à gré (OTC) et de fermer la filiale de trading pour compte propre. La Banque souhaite également réorganiser et recentrer ses activités de flux (cash et dérivés flux) notamment dans les métiers Taux, Crédit, Changes et Prime Services pour les rendre plus profitables.
- Dans les activités de Financement et Conseil, la Banque compte renforcer l'alignement de ses équipes et de ses offres afin de poursuivre son plan de croissance. Ainsi, deux Business Units seraient regroupées en une seule, incluant les activités de relation clients et la banque d'investissement ainsi que les activités de financement. Cette nouvelle entité permettrait d'optimiser le portefeuille de clients et les présences géographiques de la Banque, en s'appuyant sur la force de son coverage et son leadership en financements structurés.
- En ce qui concerne la Gestion d'Actifs et Banque Privée ainsi que le Métier Titres, des mesures seraient également mises en œuvre afin de mieux concentrer l'utilisation de ressources sur les franchises cœur, et réduire les coûts.
- Les activités supports de ces métiers ainsi que les Directions Centrales du Groupe devraient également s'adapter pour intégrer l'ensemble des ajustements et améliorer leur efficacité opérationnelle. En particulier, les fonctions Opérations et IT dédiées envisagent d'accélérer leur transformation digitale dans le cadre de la stratégie de plate-forme des métiers de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.

Ces ajustements auront les conséquences suivantes sur les agrégats financiers de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs :

- Une réduction des RWA de 8 milliards d'euros sur les activités de Marché et de 2 milliards d'euros sur les activités de Financement et Conseil, dont 75% sera réalisé en 2019 et 25% en 2020
- Des économies de coûts de 500 millions d'euros, dont 20/30% seront réalisées en 2019 et 70/80% en 2020

- Des coûts de restructuration de l'ordre de 250 millions d'euros à 300 millions d'euros, qui seront comptabilisés en 2019. La contribution des activités fermées et réduites aux revenus de 2018 était de l'ordre de 300 millions d'euros.

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

Au T1-19, les revenus des **Activités de Marché et Services aux Investisseurs** sont en recul de -7,2% par rapport au T1-18, impactés par des conditions de marché toujours difficiles.

Les revenus des activités **Taux, Crédit, Changes et Matières Premières** s'inscrivent en baisse de -15,9% sur le T1-19 par rapport au T1-18, à 450 millions d'euros. Les activités Taux ont souffert de la basse volatilité sur les taux en Europe et de la faible activité clientèle. Cet impact négatif sur les revenus est atténué par une meilleure performance des activités de Crédit et des activités Emergents.

Les activités **Actions et Prime Services** affichent un produit net bancaire de 624 millions d'euros au T1-19, -5,3% par rapport à T1-18, affectées par une activité commerciale et une volatilité atones. En parallèle, les portefeuilles de produits structurés ont bénéficié de marchés plus stables.

Les actifs en conservation du **Métier Titres** atteignent 4 083 milliards d'euros, à fin mars 2019 en hausse de +1,8% par rapport à fin décembre 2018. Sur la même période, les actifs administrés sont en hausse de +3,3% à 629 milliards d'euros. Au T1-19, les revenus sont en progression de +11,8% par rapport au T1-18 à 199 millions d'euros et incluent une réévaluation positive des titres SIX pour 34 millions d'euros.

Financement et Conseil

Les revenus des métiers de **Financement et Conseil** s'établissent à 711 millions d'euros au premier trimestre 2019, en forte progression de +18,5% par rapport au premier trimestre 2018.

Les activités de Financement d'Actifs continuent de bénéficier d'un bon niveau d'origination. Le pôle ressources naturelles a enregistré une bonne dynamique dans le financement de projets énergétiques, de larges infrastructures et dans le secteur de l'industrie minières et des métaux.

Les résultats du métier Global Transaction Banking continuent de progresser ce trimestre (+10%), avec une bonne activité commerciale sur le Cash Management et le Correspondent Banking, malgré l'environnement de taux bas.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Le produit net bancaire de la ligne-métier **Gestion d'Actifs et Banque Privée** s'inscrit à 255 millions d'euros, en hausse de +4,9% par rapport au T1-18, dans un contexte d'activité client très ralentie.

Les actifs sous gestion de la **Banque Privée** s'établissent à 113 milliards d'euros à fin mars 2019, stables par rapport à décembre 2018. Le produit net bancaire du T1-19 est en hausse de +11,4% par rapport à T1-18, à 206 millions d'euros, incluant une réévaluation des titres SIX pour 32 millions d'euros.

Les actifs sous gestion de **Lyxor** atteignent 121 milliards d'euros à fin mars 2019, en progression de +2,5% par rapport à décembre 2018. Sur le T1-19, les revenus s'élèvent à 44 millions d'euros, en baisse de -15,4% par rapport au T1-18.

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs sont stables (-1,6%*) par rapport au T1-18 et s'établissent à 2 026 millions d'euros.

Le coefficient d'exploitation ressort à 90,5% (91,4% au T1-18).

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 213 millions d'euros au T1-19 en hausse de +11,5% (-3,8%*) par rapport au T1-18.

Le coût du risque s'élève à -42 millions d'euros (comparé à un coût du risque de +27 millions d'euros en raison de reprises de provisions au T1-18).

Au total, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un résultat d'exploitation de 171 millions d'euros sur ce premier trimestre, en baisse de -21,6% (-31,3%*) par rapport au T1-18.

Résultat net

Sur le T1-19, la contribution du pilier au résultat net part du Groupe s'élève à 140 millions d'euros en baisse de -15,7% (-26,1%*). Retraité de l'IFRIC 21, le RONE du pilier s'établit à 8,0%.

6. HORS PÔLES

En M EUR	T1-19	T1-18
Produit net bancaire	(40)	82
Frais de gestion	(73)	(46)
Résultat brut d'exploitation	(113)	36
Coût net du risque	0	(10)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(53)	(4)
Résultat net part du Groupe	(207)	(15)

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe,
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à -40 millions d'euros au T1-19 contre +82 millions d'euros au T1-18.

Les frais de gestion s'élèvent à -73 millions d'euros au T1-19 contre -46 millions d'euros au T1-18.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à -113 millions d'euros au T1-19 contre +36 millions d'euros au T1-18. Sur l'année 2019, le résultat brut d'exploitation est attendu autour de -500 millions d'euros.

Le poste « gains et pertes nets sur autres actifs » s'élève à -53 millions d'euros au T1-19 et est constitué de l'effet de l'application de la norme IFRS 5 dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recentrage du Groupe. A ce titre, le Groupe a enregistré une moins-value de -67 millions d'euros au titre de la cession annoncé de SKB en Slovénie. Par ailleurs, le Groupe a constaté un impact global de +14 millions d'euros suite à la finalisation de la cession de ses activités de banque privée en Belgique, de Société Générale Albanie, d'Express Bank en Bulgarie et de la Banque Postale Financement.

Le résultat net part du Groupe du Hors-Pôles s'élève à -207 millions d'euros au T1-19 contre -15 millions d'euros au T1-18.

7. CONCLUSION

Le premier trimestre 2019 confirme la bonne dynamique des métiers portée notamment par une croissance soutenue de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux et des métiers de Financement et Conseil. La Banque de détail en France affiche sa résilience malgré la persistance d'un contexte de taux peu favorable et ce tout en poursuivant sa transformation. La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs applique une stricte discipline dans la gestion de ses coûts et engage l'adaptation de son dispositif, dont les premiers effets sont déjà visibles avec la réduction des encours pondérés des Activités de Marché.

Le programme de recentrage se déroule dans de bonnes conditions avec la finalisation de plusieurs cessions pour un impact cumulé en CET1 de +20 points de base au premier trimestre 2019 et l'annonce de la cession de SKB en Slovénie représentant l'équivalent d'environ +7 points de base lors de sa finalisation.

Par ailleurs, le Groupe réaffirme sa volonté de soutenir une transition énergétique volontariste et responsable et se positionne à la 2^{ème} place dans le financement des énergies renouvelables sur la zone EMEA en 2018⁽¹⁾.

Au global, les performances des métiers sur le trimestre sont résilientes dans un environnement qui reste défavorable aux banques européennes. Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 1 010 M EUR et le RONE sous-jacent à 8,4% au T1-19. Le CET1 s'inscrit en forte progression à 11,7%⁽²⁾ confirmant que le Groupe est en bonne voie pour atteindre son objectif de 12% de CET1 en 2020.

(1) Classement Dealogic, des Conseillers Financiers du financement des énergies renouvelables sur la zone EMEA en 2018

(2) Avec une hypothèse de taux de souscription de 50% de l'option de paiement du dividende en actions sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019 et d'un taux de distribution des résultats du T1-19 de 50%.

8. CALENDRIER FINANCIER 2019/2020

Calendrier de communication financière 2019-2020

21 mai 2019	Assemblée Générale des actionnaires
1 août 2019	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2019
6 novembre 2019	Résultats du troisième trimestre 2019 et des neuf premiers mois de 2019
6 février 2020	Résultats du quatrième trimestre 2019 et de l'année 2019
6 mai 2020	Résultats du premier trimestre 2020
3 août 2020	Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2020
5 novembre 2020	Résultats du troisième trimestre 2020 et des neuf premiers mois de 2020

Les Indicateurs Alternatifs de Performance, notamment les notions de Produit net bancaire des piliers, Frais de gestion, ajustement d'IFRIC 21, coût du risque (commercial) en points de base, ROE, ROTE, RONE, Actif net, Actif net tangible, et les montants servant de base aux différents retraitements effectués (en particulier le passage des données publiées aux données sous-jacentes) sont présentés dans les notes méthodologiques, ainsi que les principes de présentation des ratios prudentiels.

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9. ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER

En M EUR	T1-19	T1-18	Variation
Banque de détail en France	234	270	-13,3%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	464	429	+8,2%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	140	166	-15,7%
Total Métier	838	865	-3,1%
Hors Pôles	(207)	(15)	n/s
Groupe	631	850	-25,8%

BILAN CONSOLIDE

(ACTIF - Chiffres en Millions d'Euros)	31.03.2019	31.12.2018
Caisse et banques centrales	98 301	96 585
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	406 414	365 550
Instruments dérivés de couverture	13 998	11 899
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	52 361	50 026
Titres au coût amorti	12 353	12 026
Prêts et créances sur les établissements de crédit assimilés, au coût amorti	66 528	60 588
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	436 798	447 229
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	187	338
Placements des activités d'assurance	152 898	146 768
Actifs d'impôts	5 725	5 819
Autres actifs	72 944	67 446
Actifs non courants destinés à être cédés (1)	11 116	13 502
Participations dans les entreprises mises en équivalence	260	249
Immobilisations corporelles et incorporelles (1)	29 199	26 751
Ecarts d'acquisition	4 562	4 652
Total	1 363 644	1 309 428

(1) Au 1er janvier 2019, la première application de la norme IFRS 16 conduit à la reconnaissance de 2 050 millions d'euros d'actifs au titre des droits d'utilisation inscrits dans les postes Immobilisations corporelles et incorporelles pour 2 008 millions d'euros et Actifs non courant destinés à être cédés pour 42 millions d'euros.

(PASSIF - Chiffres en Millions d'Euros)	31.03.2019	31.12.2018
Banques centrales	8 307	5 721
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	390 915	363 083
Instruments dérivés de couverture	7 515	5 993
Dettes représentées par un titre	126 949	116 339
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	96 337	94 706
Dettes envers la clientèle	409 856	416 818
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 181	5 257
Passifs d'impôts	1 209	1 157
Autres Passifs (1)	87 106	76 629
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés (1)	8 465	10 454
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	135 294	129 543
Provisions	4 547	4 605
Dettes subordonnées	14 247	13 314
Total dettes	1 296 928	1 243 619
CAPITAUX PROPRES		
Capitaux propres part du Groupe		
Capital et réserves liées	29 843	29 856
Réserves consolidées	32 032	28 342
Résultat de l'exercice	631	3 864
Sous-total	62 506	62 062
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(676)	(1 036)
Sous-total capitaux propres part du Groupe	61 830	61 026
Participations ne donnant pas le contrôle	4 886	4 783
Total capitaux propres	66 716	65 809
Total	1 363 644	1 309 428

NB. Prêts et créances sur la clientèle, y compris Opérations de location-financement et assimilées.

(1) Au 1er janvier 2019, la première application de la norme IFRS 16 conduit à la reconnaissance de 2 050 millions d'euros de passifs au titre des dettes locatives inscrites dans les postes Autres passifs pour 2 008 millions d'euros et Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés pour 42 millions d'euros

10. NOTES METHODOLOGIQUES

1 – Les résultats consolidés du Groupe au 31 mars 2019 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 2 mai 2019.

Les éléments financiers présentés au titre du premier trimestre 2019 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces éléments n'ont pas été audités.

2 - Produit net bancaire

Le produit net bancaire des piliers est défini en page 40 du Document de référence 2019 de Société Générale. Les termes « Revenus » ou « Produit net bancaire » sont utilisés indifféremment. Ils donnent une mesure normalisée des produits nets bancaires de chaque pilier tenant compte des capitaux propres normatifs mobilisés pour son activité.

3 - Frais de gestion

Les Frais de gestion correspondent aux « Charges Générales d'exploitation » telles que présentées dans la note 8.1 aux États financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2018 (pages 416 et s. du Document de référence 2019 de Société Générale). Le terme « coûts » est également utilisé pour faire référence aux Charges générales d'exploitation.

Le Coefficient d'exploitation est défini en page 40 du Document de référence 2019 de Société Générale.

4 - Ajustement IFRIC 21

L'ajustement IFRIC 21 corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée.

5 – Eléments exceptionnels – Passage des éléments comptables aux éléments sous-jacents

Le Groupe peut être conduit à présenter des indicateurs sous-jacents afin de faciliter la compréhension de sa performance réelle. Le passage des données publiées aux données sous-jacentes est obtenu en retraitant des données publiées les éléments exceptionnels et l'ajustement IFRIC 21.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les **dotations ou reprises aux provisions PEL/CEL**. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

La réconciliation permettant de passer des données comptables publiées aux données sous-jacentes est exposée dans le tableau ci-dessous :

T1-19 (en M EUR)	Produit net bancaire	Frais de gestion	Gains ou pertes nets sur autres actifs	Résultat net part du Groupe
Publié	6 191	(4 789)	(51)	631
<i>(+) Linéarisation IFRIC 21</i>		444		304
<i>(-) Effet d'IFRS 5 sur le plan de recentrage du Groupe</i>			(53)	(75)
Sous-jacent	6 191	(4 345)	2	1 010

T1-18 (en M EUR)	Produit net bancaire	Frais de gestion	Gains ou pertes nets sur autres actifs	Résultat net part du Groupe
Publié	6 294	(4 729)	1	850
<i>(+) Linéarisation IFRIC 21</i>		506		354
Sous-jacent	6 294	(4 223)	1	1 204

6 - Coût du risque en points de base, taux de couverture des encours douteux

Le coût net du risque ou coût net du risque commercial est défini en pages 42 et 562 du Document de référence 2019 de Société Générale. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples.

	(En M EUR)	T1-19	T1-18
Réseaux de Banque de Détail en France	Coût Net du Risque	94	134
	Encours bruts de crédits	191 422	185 209
	Coût du risque en pb	20	29
Banque de Détail et Services Financiers Internationaux	Coût Net du Risque	128	91
	Encours bruts de crédits	129 861	131 630
	Coût du risque en pb	39	28
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût Net du Risque	43	(27)
	Encours bruts de crédits	164 811	147 714
	Coût du risque en pb	10	(7)
Gestion propre	Coût Net du Risque	(0)	9
	Encours bruts de crédits	9 248	7 085
	Coût du risque en pb	(1)	52
Groupe Société Générale	Coût Net du Risque	264	208
	Encours bruts de crédits	495 341	471 637
	Coût du risque en pb	21	18

Le **taux de couverture brut des encours douteux** est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

7 - ROE, ROTE, RONE

La notion de ROE (Return on Equity) et de ROTE (Return on Tangible Equity) ainsi que la méthodologie de calcul sont précisées en page 42 et 43 du Document de référence 2019 de Société Générale. Cette mesure permet d'apprécier le rendement des fonds propres et des fonds propres tangibles de Société Générale.

Le RONE (Return on Normative Equity) détermine le rendement sur capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe, selon les principes présentés en page 43 du Document de référence 2019 de Société Générale.

Le résultat net part du Groupe retenu pour le numérateur du ratio est le résultat net part du Groupe comptable ajusté des « intérêts, nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émissions » et des « gains/pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion » (voir note méthodologique n°9). Pour le ROTE, le résultat est également retraité des dépréciations des écarts d'acquisition.

Les corrections apportées aux capitaux propres comptables pour la détermination du ROE et du ROTE de la période sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Détermination du ROTE : méthodologie de calcul

Fin de période	T1-19	T1-18
Capitaux propres part du Groupe	61 830	58 925
Titres super subordonnés (TSS)	(9 473)	(8 362)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(283)	(263)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(37)	(218)
Gains/Pertes latents enregistrés en capitaux propres, hors réserves de conversion	(472)	(525)
Provision pour dividende	(2 025)	(2 136)
Fonds propres ROE fin de période	49 540	47 421
Fonds propres ROE moyens	49 434	47 523
Ecarts d'acquisition moyens	(4 701)	(5 158)
Immobilisations incorporelles moyennes	(2 193)	(1 966)
Fonds propres ROTE moyens	42 540	40 399
Résultat net Part du Groupe (a)	631	850
Résultat net Part du Groupe sous-jacent (b)	1 010	1 204
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission (c)	(110)	(102)
Annulation des dépréciations d'écarts d'acquisitions (d)	67	
Résultat net Part du Groupe ajusté (e)=(a)+(c)+(d)	588	748
Résultat net Part du Groupe sous-jacent ajusté (f)=(b)+(c)	900	1 102
Fonds propres ROTE moyens (g)	42 540	40 399
ROTE [trimestre: (4*e/g)]	5,5%	7,4%
Fonds propre ROTE moyens (sous-jacent) (h)	42 730	40 576
ROTE sous-jacent [trimestre: (4*f/h)]	8,4%	10,9%

Détermination du RONE : Fonds propres alloués aux métiers (M EUR)

en M EUR	T1-19	T1-18	Variation
Banque de détail en France	11 257	11 387	-1,1%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	11 617	11 400	+1,9%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	16 582	14 742	+12,5%
Total Métier	39 456	37 529	+5,1%
Hors Pôles	9 978	9 994	-0,2%
Groupe	49 434	47 523	+4,0%

8 - Actif net et Actif net tangible

L'Actif net et l'Actif net tangible sont définis dans la méthodologie, page 45 du Document de référence 2019 du Groupe. Les éléments permettant de les déterminer sont présentés ci-après :

Fin de période	T1-19	2018	2017
Capitaux propres part du Groupe	61 830	61 026	59 373
Titres Super Subordonnés (TSS)	(9 473)	(9 330)	(8 520)
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)	(283)	(278)	(269)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS & TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS & TSDI, amortissements des primes d'émission	(37)	(14)	(165)
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités du trading	550	423	223
Actif Net Comptable	52 587	51 827	50 642
Ecart d'acquisition	(4 544)	(4 860)	(5 154)
Immobilisations incorporelles	(2 162)	(2 224)	(1 940)
Actif Net Tangible	45 881	44 743	43 548
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA**	804 211	801 942	801 067
Actif Net par Action	65,4	64,6	63,2
Actif Net Tangible par Action	57,1	55,8	54,4

** Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 31 mars 2019, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.
Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

9 - Détermination du Bénéfice Net par Action (BNPA)

Le BNPA publié par Société Générale est déterminé selon les règles définies par la norme IAS 33 (Cf. page 44 du Document de référence 2019 de Société Générale). Les corrections apportées au Résultat net part du Groupe pour la détermination du BNPA correspondent aux retraitements effectués pour la détermination du ROE. Ainsi que précisé en page 44 du Document de référence 2019 de Société Générale, le Groupe publie également un BNPA ajusté de l'incidence des éléments non-économiques et exceptionnels présentés en note méthodologique n°5 (BNPA sous-jacent).

Le calcul du Bénéfice Net par Action est décrit dans le tableau suivant :

Nombre moyen de titres, en milliers	T1-19	2018	2017
Actions existantes	807 918	807 918	807 754
Déductions			
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés	4 467	5 335	4 961
Autres actions d'auto-détention et d'auto-contrôle	374	842	2 198
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA**	803 077	801 741	800 596
Résultat net part du Groupe	631	3 864	2 806
Intérêts nets d'impôt sur TSS et TSDI	(110)	(462)	(466)
Plus-values nettes d'impôt sur rachats partiels			
Résultat net part du Groupe ajusté	521	3 402	2 340
BNPA (en EUR)	0,65	4,24	2,92
BNPA sous-jacent* (en EUR)	1,12	5,00	5,03

(*) Hors éléments exceptionnels et y compris linéarisation de l'effet d'IFRIC 21.

(**) Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires au 31 mars 2019, hors actions propres et d'auto-contrôle, mais y compris les actions de trading détenues par le Groupe.

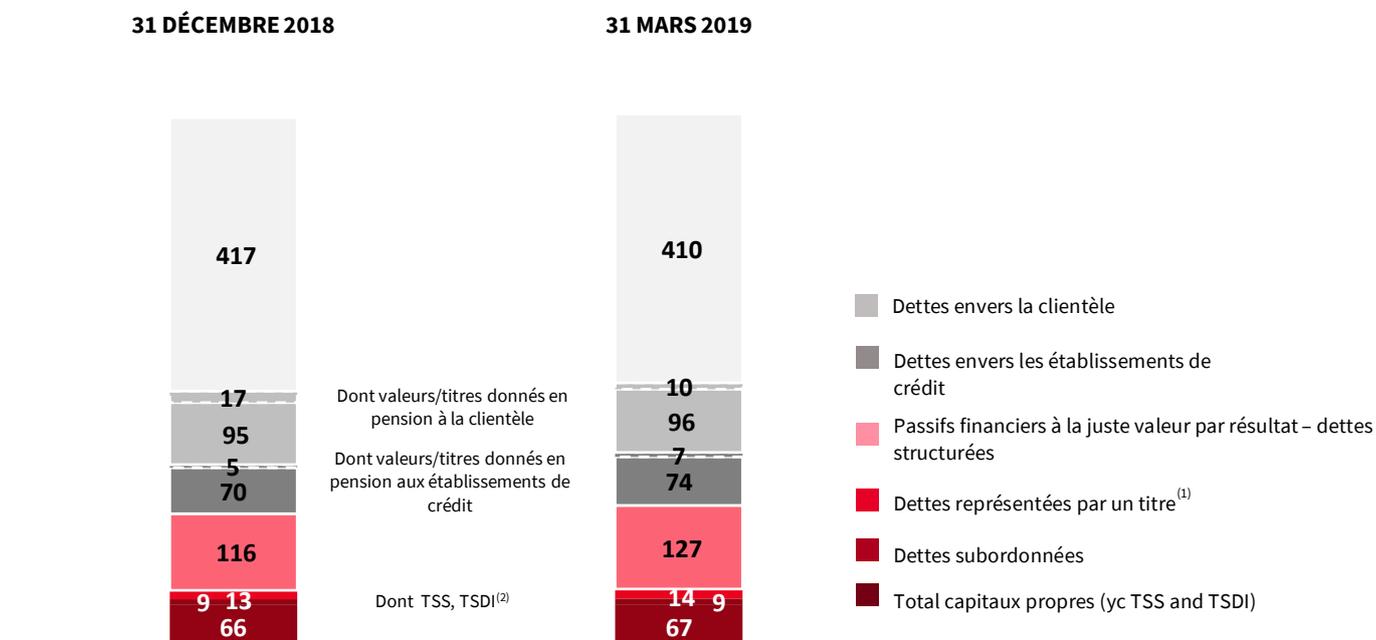
10 - Fonds propres Common Equity Tier 1 du Groupe Société Générale

Ils sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les ratios de solvabilité non phasés sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci n'intègrent pas les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire. Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

1.2. Politique financière

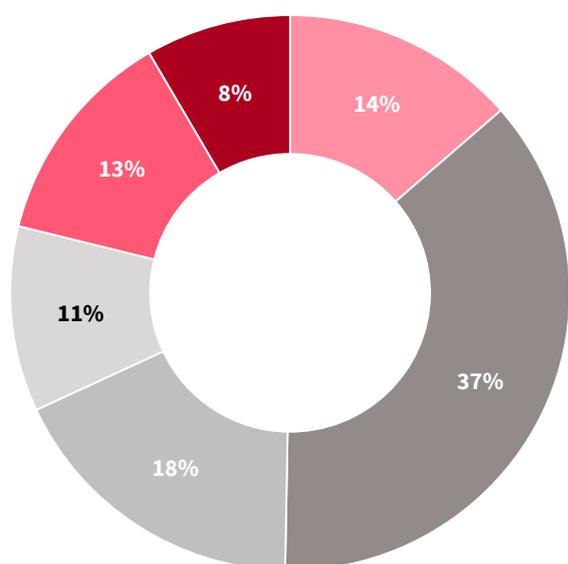
Situation d'endettement du Groupe - actualisation des pages 56 à 58 du Document de référence 2019

STRUCTURE DE FINANCEMENT DU GROUPE



- (1) Dont : SGSCF : (3,4 Md EUR), SGSFH : (12,8 Md EUR), CRH : (5,9 Md EUR), titrisations et autres émissions sécurisées : (2,9 Md EUR), conduits : (10,8 Md EUR) à fin mars 2019 (respectivement à fin décembre 2018 : SGSCF : (5,7 Md EUR), SGSFH : (13,3 Md EUR), CRH : (5,9 Md EUR), titrisations et autres émissions sécurisées : (3,1 Md EUR), conduits : (10,6 Md EUR)).
- (2) Titres Super Subordonnés, Titres Subordonnés à Durée Indéterminée. Montants nominaux hors notamment effet change, primes d'émission et intérêts courus.

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE EMIS SUR LES MARCHES DE CAPITAUX AU 31.03.2019⁽¹⁾ : 173,9 Md EUR

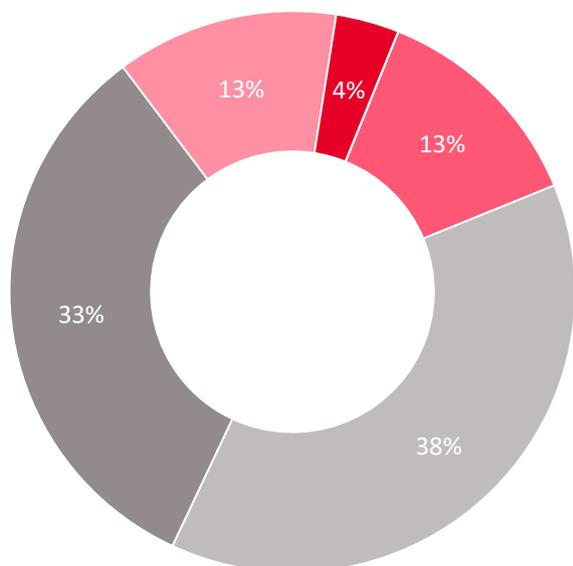


- Dettes subordonnées (incluant les dettes subordonnées à durée indéterminée)⁽²⁾
- Émissions senior structurées
- Émissions senior vanille préférées non sécurisées (incluant CD & CP > 1 an)
- Émissions senior vanille non préférées non sécurisées
- Émissions sécurisées (incluant CRH)
- Dettes émises par les filiales consolidées (dette sécurisée et non sécurisée)

(1) L'encours de titres court terme émis par le Groupe s'élevait à 51,2 Md EUR au 31.03.2019 dont 10,8 Md EUR au titre des conduits.

(2) Dont 9,9 Md EUR inscrits parmi les instruments de capitaux propres en comptabilité.

REALISATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT A FIN MARS 2019 : 13,8 Md EUR



- Dettes subordonnées
- Émissions senior vanille préférées non sécurisées
- Émissions senior vanille non préférées non sécurisées
- Émissions senior structurées
- Émissions sécurisées (incluant CRH)
- Dettes émises par les filiales consolidées (sécurisées et non sécurisées)
- Dettes subordonnées à durée indéterminée

2 - Chapitre 3 : Gouvernement d'entreprise

2.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, sur avis du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise, soumet au vote de l'Assemblée générale ordinaire du 21 mai 2019 le renouvellement de trois administrateurs, pour une durée de quatre ans :

- M. Frédéric Oudéa, administrateur depuis 2009 et Directeur général ;
- Mme Kyrá Hazou, administrateur indépendant depuis 2011, membre du Comité d'audit et de contrôle interne et membre du Comité des risques ; et
- M. Gérard Mestrallet, administrateur indépendant depuis 2015, Président du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise et membre du Comité des rémunérations.

Si ces résolutions sont adoptées, le Conseil d'administration sera composé de 14 membres dont deux administrateurs représentant les salariés élus par les salariés en mars 2018 pour trois ans. Il comportera cinq femmes élues par l'Assemblée soit 41,6 % de ses membres élus par les actionnaires et cinq étrangers. Sa composition sera équilibrée en termes de compétences. Le taux d'administrateurs indépendants sera de plus de 91,6 % (11/12) selon le mode de calcul du Code AFEP-MEDEF qui exclut les salariés. La composition des comités sera inchangée.

2.2 Direction générale

A l'issue du vote de l'Assemblée générale ordinaire du 21 mai 2019, le Conseil renouvellera le mandat de Directeur général de M. Frédéric Oudéa pour quatre ans, afin qu'il puisse assurer pleinement la mise en œuvre du plan stratégique annoncé en 2017.

Les mandats de M. Séverin Cabannes (Directeur général délégué depuis 2008), MM. Philippe Aymerich et Philippe Heim et Mme Diony Lebot (Directeurs généraux délégués depuis mai 2018) seront également renouvelés pour 4 ans.

2.3 Rémunération des dirigeants du Groupe

Le tableau de la page 106 du Document de référence 2019 en version anglaise a été corrigé. La version française demeure inchangée.

3 - Chapitre 4 : Facteurs de risques et adéquation des fonds propres

3.1 Ratios réglementaires

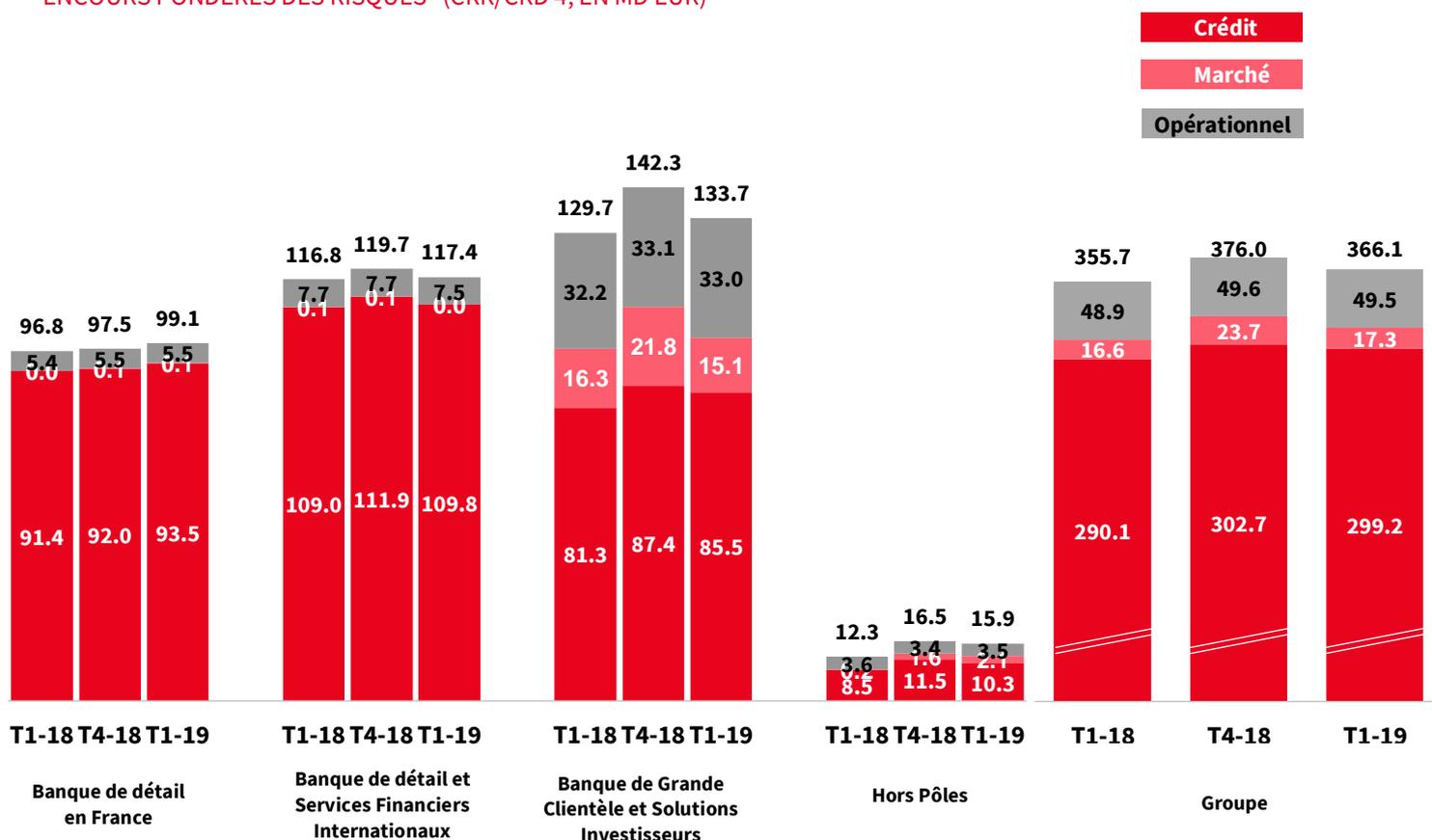
3.1.1 Gestion du capital et adéquation des fonds propres – actualisation des pages 182 à 183 du Document de référence 2019

Au cours du premier trimestre de l'année 2019, Société Générale n'a émis aucun instrument subordonné.

Le Groupe a par ailleurs procédé, sur cette période, au remboursement d'une émission Tier 2 pour un montant de 116 M EUR, mise en place en février 2007.

3.1.2 Extrait de la présentation du 3 mai 2019 : Résultats du premier trimestre 2019 (et annexes) – actualisation de la page 186 du Document de référence 2019

ENCOURS PONDÉRÉS DES RISQUES* (CRR/CRD 4, EN MD EUR)



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective
Données retraitées reflétant les nouvelles séries trimestrielles publiées le 4 avril 2018.

3.2 Ratios prudentiels CRR/CRD4

En Md EUR	31/03/2019	31/12/2018
Capitaux propres part du Groupe	61,8	61,0
Titres Super Subordonnés (TSS)*	(9,5)	(9,3)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,3)	(0,3)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(1,3)	(1,0)
Écarts d'acquisition et incorporels	(6,3)	(6,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	3,4	3,7
Déductions et retraitements prudentiels**	(4,9)	(5,3)
Fonds Propres Common Equity Tier 1	42,9	42,0
Fonds propres additionnel de catégorie 1	9,5	9,4
Fonds propres Tier 1	52,5	51,4
Fonds propres Tier 2	11,5	11,5
Fonds propres globaux (Tier 1+ Tier 2)	64,0	62,9
Encours pondérés	366	376
Ratio Common Equity Tier 1	11,7%	11,2%
Ratio Tier 1	14,3%	13,7%
Ratio global	17,5%	16,7%

Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Provision pour dividendes calculée sur la base d'un taux de souscription de 50% sur l'option de paiement en actions du dividende 2018 (soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 2019). Ratio Common Equity Tier 1 à 11.5% hors option de paiement en action du dividende.

* Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI

** Déductions sans phasage

Ratio conglomérat financier

Au 31 décembre 2018, le ratio conglomérat financier est de 133%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 64,6 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 48,6 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2017, le ratio conglomérat financier était de 149%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 62,6 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 42 milliards d'euros.

RATIO de levier CRR

En Md EUR	31/03/2019	31/12/2018
Fonds propres Tier 1	52,5	51,4
Total bilan prudentiel	1 228	1 175
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(66)	(46)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(9)	(11)
Hors bilan (engagements de financements et garanties)	98	100
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier 1)	(10)	(10)
Exposition Levier	1 241	1 208
Ratio de levier CRR	4,2%	4,3%

- (1) Sans phasage sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué). Voir notes méthodologiques. Fonds propres Tier 1 calculé sur la base d'un taux de souscription de 50% sur l'option de paiement en actions du dividende 2018 (soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires)
- (2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement des filiales d'assurance)

*Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations similaires sur titres

3.3 Couverture des encours douteux - actualisation de la page 211 du Document de référence 2019

ENCOURS DOUTEUX BRUTS

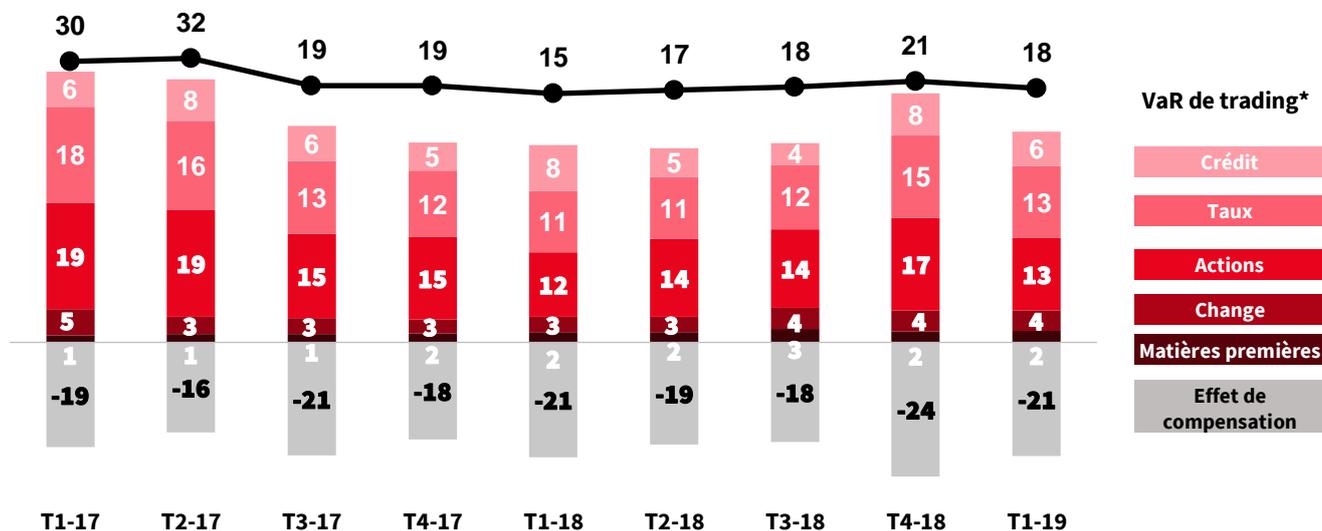
En Md EUR	31/03/2019	31/12/2018	31/03/2018
Créances brutes*	502,4	501,2	482,1
Créances douteuses*	17,7	18,0	20,4
Taux brut Groupe d'encours douteux*	3,5%	3,6%	4,2%
Provisions S1	0,9	0,9	1,0
Provisions S2	1,0	1,0	1,2
Provisions S3	9,7	9,7	11,3
Taux brut Groupe de couverture des encours douteux* (Provisions S3 / Créances douteuses)	55%	54%	55%

(*) Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés.

3.4 Evolution de la VaR de trading - actualisation de la page 215 du Document de référence 2019

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING* ET DE LA VAR STRESSEE**

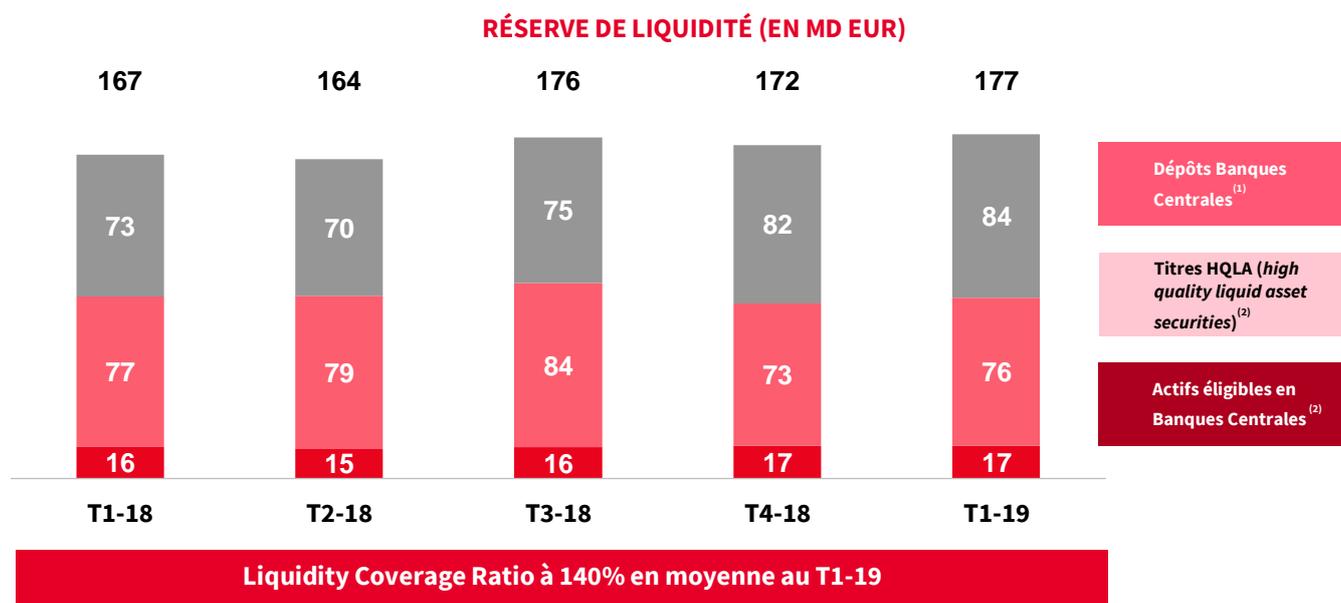


VaR stressée** à 1 jour, 99% en M EUR	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	T1-19
Minimum	14	18	21	34	22
Maximum	72	59	57	123	59
Moyenne	34	33	34	62	36

* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables.

** VaR Stressée : approche identique à celle de la VaR (« simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99%), mais sur une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives, plutôt qu'une période glissante d'un an.

3.5 Risques de liquidité - réserve de liquidité – actualisation de la page 234 du Document de référence 2019



- (1) Hors réserves obligatoires
(2) Disponibles, valorisés après décote

3.6 Risques opérationnels – Correction du tableau page 227 du Document de référence 2019

Le tableau 36 présenté en page 227 du Document de référence 2019 a été corrigé comme suit :

	31.12.2018				31.12.2017			
	Encours pondérés en modèle standard	Encours pondérés en modèle interne (AMA)	Total des encours pondérés	Exigences en fonds propres	Encours pondérés en modèle standard	Encours pondérés en modèle interne (AMA)	Total des encours pondérés	Exigences en fonds propres
<i>(en M EUR)</i>								
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	289	32 804	33 093	2 647	289	31 702	31 991	2 559
Hors Pôles	275	3 138	3 413	273	463	3 172	3 635	291
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	2 284	5 376	7 659	613	2 226	5 501	7 727	618
Banque de détail en France	23	5 432	5 455	436	42	5 600	5 642	452
TOTAL	2 872	46 749	49 621	3 970	3 020	45 975	48 995	3 920

3.7 Information sur les risques et les litiges – actualisation de la page 242 du Document de référence 2019.

- En ce qui concerne les enquêtes relatives à la détermination de certains taux relatifs aux *London Interbank Offered Rates* et à l'*Euro Interbank Offered Rate* (« dossier IBOR »), la Banque continue de se défendre dans le cadre de procédures civiles aux États-Unis (telles que décrites ci-dessous) et de répondre à des demandes d'informations reçues d'autres autorités, notamment des procureurs généraux (*Attorneys General*) de divers États des États-Unis et du *Department of Financial Services* de l'État de New York (« NYDFS »).

Aux États-Unis, Société Générale, de même que d'autres institutions financières, ont été assignées dans le cadre d'actions de groupe portant sur la fixation des taux US Dollar Libor, Yen Japonais Libor et Euribor ainsi que sur des opérations portant sur des instruments financiers indexés sur ces taux. Société Générale a également été assignée dans le cadre de plusieurs actions individuelles (hors groupe) concernant le taux US Dollar Libor. Toutes ces actions sont pendantes devant la *US District Court* de Manhattan (le « Tribunal »).

Dans la procédure relative à l'US Dollar Libor, toutes les demandes formées contre Société Générale ont été rejetées par la *District Court* ou volontairement retirées par les demandeurs, sauf deux actions collectives et une action individuelle qui ont fait l'objet d'un sursis à statuer. Certains demandeurs individuels dont les demandes ont été rejetées avaient déposé des requêtes visant à les autoriser à modifier leurs demandes afin d'ajouter ou relancer des demandes contre Société Générale, requêtes qui ont été rejetées par le Tribunal. Les demandeurs à l'action de groupe ainsi que certains demandeurs individuels ont fait appel du rejet de leurs demandes sur le fondement du droit de la concurrence devant la Cour d'appel fédérale du *Second Circuit*.

Dans la procédure relative au Yen Japonais Libor, le Tribunal a rejeté la requête des demandeurs acheteurs d'instruments dérivés de gré à gré Euroyen. Ces derniers ont interjeté appel de cette décision devant la Cour d'Appel Fédérale du *Second Circuit*. Dans l'autre procédure, initiée par des acheteurs ou vendeurs de produits dérivés indexés sur l'Euroyen sur le *Chicago Mercantile Exchange* (« CME »), le Tribunal a autorisé le début de la phase de *discovery* pour certaines demandes fondées sur le *Commodity Exchange Act* (« CEA ») américain. Le délai pour le dépôt par les demandeurs de la requête visant à la certification du groupe expire maintenant le 21 août 2019.

Dans le cadre de la procédure relative à l'Euribor, le Tribunal a rejeté l'ensemble des demandes formées contre Société Générale dans le cadre de l'action de groupe et a rejeté la requête des demandeurs visant à déposer une assignation modifiée.

En Argentine, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignées dans le cadre d'une action intentée par une association de consommateurs pour le compte de consommateurs argentins qui détenaient des obligations du gouvernement ou d'autres instruments dont les intérêts à payer étaient liés au US Dollar Libor. Il leur est reproché d'avoir enfreint les dispositions protectrices du droit de la consommation argentin lors de la fixation du taux US Dollar Libor. L'assignation dans ce dossier n'a pas encore été signifiée à Société Générale.

- Le 15 janvier 2019, Société Générale et SG Americas Securities, LLC (« SGAS »), ainsi que d'autres institutions financières, ont été visées par trois actions de groupe sur le fondement du droit de la concurrence devant la *US District Court* de Manhattan. Les demandeurs prétendent que les banques du panel contribuant à l'indice USD ICE LIBOR se seraient entendues pour soumettre des contributions à un taux artificiellement bas et tirer ainsi profit de leurs opérations sur produits dérivés liés à cet indice. Les demandeurs sollicitent la certification d'un groupe comprenant des résidents américains (personnes physiques et morales) qui auraient souscrit auprès d'un défendeur des obligations à taux variables ou des swaps d'intérêts à taux variable liés à l'USD ICE LIBOR dont ils auraient reçu paiement entre le 1^{er} février 2014 et aujourd'hui, indépendamment de la date d'achat de l'instrument financier.
- Le 30 janvier 2015, la CFTC a adressé à Société Générale une demande d'information et de documents concernant les opérations sur les métaux précieux effectuées depuis le 1^{er} janvier 2009. Société Générale a coopéré avec les autorités et produit des documents en 2015. Il n'y a eu aucun contact avec la CFTC depuis cette date. Le dossier étant inactif depuis plusieurs années, Société Générale considère qu'il ne présente plus de risque éventuel de perte significative.
- Société Générale ainsi que d'autres institutions financières étaient assignées dans le cadre d'une action de groupe dans laquelle il leur était reproché d'avoir enfreint le droit américain de la concurrence et le CEA relativement à des opérations de change au comptant et de commerce de dérivés. L'action avait été initiée par des personnes ou entités ayant conclu certaines transactions de gré à gré et échangé des instruments de change. Société Générale a conclu un accord transactionnel pour un montant de 18 millions de dollars américains, qui a été homologué par le tribunal le 6 août 2018. Une action de groupe distincte a également été initiée pour le compte d'acheteurs indirects. Une assignation modifiée a été signifiée le 21 novembre 2018. Une demande de rejet de cette action a été déposée le 20 décembre 2018. Le 7 novembre 2018, un groupe d'entités ayant décidé de ne pas participer à l'accord transactionnel de l'action de groupe principale ont intenté une action contre SG et plusieurs autres institutions financières. Une requête visant au rejet de l'action a été déposée le 1^{er} avril 2019.

3.8 Gestion du capital et adéquation des fonds propres

Les tableaux relatifs au passif des pages 180 et 181 (tableau 2 : Rapprochement du périmètre statutaire et du périmètre prudentiel du bilan consolidé) du Document de référence 2019 en version anglaise ont été corrigés. La version française demeure inchangée.

4 - Chapitre 5 : Responsabilité sociale d'entreprise

4.1 Correction de la page 284 du Document de Référence 2019

Le quatrième paragraphe de la page 284 est modifié comme suit :

En 2018, dans le Groupe, 18 668 collaborateurs se sont impliqués dans une de ces initiatives proposées par l'entreprise sur leur temps de travail. Ce sont ainsi près d'une demi-journée par personne que les collaborateurs ont consacrée à des actions solidaires.

4.2 Plans d'attribution d'actions aux salariés - actualisation de la page 264 du document de référence 2019

Plan 2019

Sur proposition du Comité des rémunérations, le Conseil d'administration du 13 mars 2019 a procédé à l'attribution d'actions de performance à certains membres du personnel en application des 25^e et 26^e résolutions de l'Assemblée générale qui s'est tenue en mai 2018.

En application de la 25^e résolution, les actions de performance attribuées dans le cadre de la politique spécifique de fidélisation et de rémunération des populations régulées et assimilées au sens de la réglementation bancaire (y compris mandataires sociaux et membres du comité de direction du Groupe) représentent 0,16% du capital pour un total d'environ 1 314 000 actions. Elles comportent des durées d'acquisition allant de deux à six ans, suivies d'une période de conservation des titres de six mois minimum. Les actions sont intégralement soumises à des conditions de profitabilité du Groupe et/ou du métier ou pôle d'activité.

En application de la 26^e résolution, les bénéficiaires du plan annuel d'intéressement à long terme sont au nombre de 5 227 pour un total d'environ 1 545 000 actions, soit 0,19% du capital. Les mandataires sociaux et les membres du Comité de direction du Groupe n'ont pas bénéficié de ce plan. Les bénéficiaires, 2 137 femmes et 3 090 hommes, qui appartiennent aux autres catégories de salariés (y compris non cadres), sont répartis dans 54 pays ; 38% des attributaires travaillent hors de France.

Les attributions d'actions sont assorties en totalité d'une condition de présence tout au long de la période d'acquisition et d'une condition de performance fonction du résultat du groupe Société Générale. L'attribution des actions sera définitive pour chaque bénéficiaire à l'issue d'une période de trois ans.

5 - Chapitre 8 : Responsable de l'actualisation du Document de référence

5.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

5.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de référence 2019 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de référence 2019 et de la présente actualisation.

Paris, le 6 mai 2019

M. Frédéric OUDÉA

Directeur général de Société Générale

5.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par M. Micha Missakian

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Date de renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Nom : Société Deloitte & Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Date de 1^{ère} nomination : 18 avril 2003

Date du dernier renouvellement : 23 mai 2018

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte & Associés sont enregistrées comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

6 - Chapitre 9 : Table de concordance

6.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques		Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} actualisation
1.	PERSONNES RESPONSABLES	556	36
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	556	37
3.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES		
3.1.	Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p.8	3-24
3.2.	Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA	
4.	FACTEURS DE RISQUE	148-245	28-34
5.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
5.1.	Histoire et évolution de la Société	5 ; 540	
5.2.	Investissements	59-61	
6.	APERÇU DES ACTIVITÉS	26-27	
6.1.	Principales activités	6-8 ; 46-52	7-26
6.2.	Principaux marchés	6-13 ; 15-24 ; 26-27 ; 416-419	
6.3.	Événements exceptionnels	NA	
6.4.	Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA	
6.5.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire
7.	ORGANIGRAMME		
7.1.	Description sommaire du Groupe	6-8 ; 26-27	
7.2.	Liste des filiales importantes	30-45 ; 426-453 ; 512-522	
8.	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS		
8.1.	Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	60 ; 424-425 ; 507-508	
8.2.	Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	248-298	35
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
9.1.	Situation financière	53-58	
9.2.	Résultat d'exploitation	28-45	3-24
10.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
10.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	300-305 ; 411-413	
10.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	306	
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	55-58	25-26
10.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	541	
10.5.	Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	55-58 ; 60	
11.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA	
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	14	
13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	NA	
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
14.1.	Conseil d'administration et Direction générale	66-97 ; 140	27
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	140	

Rubriques	Numéros de pages du Document de référence	1 ^{ère} actualisation	
15.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES		
15.1	Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	98-134	27
15.2	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	400	
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
16.1.	Date d'expiration du mandat actuel	69 ; 74-81 ; 92-94	
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA	
16.3	Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	86-90	
16.4	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de Gouvernement d'entreprise	67	
17.	SALARIÉS		
17.1.	Nombre de salariés	253	
17.2	Participations et stock-options des mandataires sociaux	74-81 ; 92-94 ; 98-134	35
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	263-264	35
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
18.1	Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	535-536	
18.2.	Droits de vote différents des actionnaires susvisés	535-536 ; 541	
18.3.	Contrôle de l'émetteur	535-536 ; 539	
18.4	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA	
19.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTES	141-146 ; 400 ; 512-522	
20	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
20.1.	Informations financières historiques	131 ; 149 ; 163-166 ; 178 ; 187 ; 189-194 ; 202-205 ; 209-213 ; 215-218 ; 228-233 ; 300-463 ; 469-525 ; 559	
20.2.	Informations financières proforma	NA	
20.3.	États financiers	131 ; 149 ; 163-166 ; 178 ; 187 ; 189-194 ; 202-205 ; 209-213 ; 215-218 ; 228-233 ; 300-463 ; 469-525	
20.4	Vérification des informations financières historiques annuelles	464-468 ; 526-530	
20.5.	Date des dernières informations financières	300 ; 469	
20.6.	Informations financières intermédiaires	NA	3-24
20.7.	Politique de distribution des dividendes	533-534	
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	242 ; 460-463 ; 523-525	33
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	59-61	
21.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
21.1.	Capital social	136-139 ; 535-541	
21.2.	Acte constitutif et statuts	542-546	
22.	CONTRATS IMPORTANTS	60	
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	NA	
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	541	
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	26-27 ; 426-453 ; 512-522	